

# Lutte des classes

TRIBUNE FRANCAISE DE WORKERS INTERNATIONAL (POUR LA RECONSTRUCTION DE LA QUATRIEME INTERNATIONALE)

N° 19

10 FEVRIER 2014

luttendesclasses@live.fr

## REVOLTE SOCIALE EN BOSNIE-HERZEGOVINE

### Est-ce le début du printemps bosniaque?

La révolte des ouvriers et des jeunes de Tuzla s'est répandue comme une trainée de poudre dans toute la fédération bosniaque: Sarajevo, Zenica, Mostar, Bihac... toutes les grandes villes ont vu leur édifice gouvernemental assiégé. Les travailleurs et les jeunes, subissant un chômage endémique de 44 % de la population en âge de travailler, se sont levés directement contre le pouvoir en place, coalition de partis nationalistes corrompus jusqu'à la moelle, téléguidée par le protectorat européen.

Après la guerre sanglante des années 1992-1995, importée de l'extérieur (principalement de la Serbie de Milosevic, complétée par celle de la Croatie de Tudjman), la « paix de Dayton » fut la mise en place d'un blocage institutionnel, d'un Etat inviable, fait de deux entités et trois composantes nationalistes, où un Etat (« république serbe ») enjambe l'autre (fédération croato-bosniaque) par un viaduc, où la Bosnie-Herzégovine possède un débouché de 4 km sur la mer Adriatique, au-dessus duquel la république de Croatie s'apprête à construire un gigantesque passage aérien... pour joindre sa région de Dubrovnik.

Pas d'Etat digne de ce nom, pas d'investissements, aucun plan économique d'envergure, pas de visas Schengen pour ses citoyens dont l'Europe pleurait hypocritement le tragique sort, et surtout une gestion économique européenne sous le signe de privatisations mafieuses tout azimut. Sur les plaies d'une guerre qui a disloqué la république centrale de la fédération yougoslave l'Europe a administré le remède de cheval de la privatisation libérale. Tout le corps s'est gangrené.

### Une liste de revendications à Tuzla

Les collectifs des citoyens « Udar » et « Revolt » (associations d'étudiants) exigent dans un « Manifeste pour une nouvelle Bosnie-Herzégovine » des changements de fond dans la législation et la Constitution :

« La situation dans le pays est catastrophique. Le peuple est à bout de forces, alors que l'ordre étatique établi par les accords de Dayton est intenable ».

Ces collectifs de citoyens exigent la libération des manifestants pacifiques, la démission du premier ministre, la révision des avoirs des fonctionnaires qui occupent des postes dirigeants et la saisie rétroactive des subventions illégales.

### La « République serbe » de Bosnie-Herzégovine tiendra-t-elle?

La Bosnie-Herzégovine est un monstre institutionnel. A côté de la Fédération bosno-croate, il y a une entité à part, un Etat dans l'Etat, la « Republika serbska », avec un tiers de la population bosniaque (à majorité serbe) et la moitié du territoire de la Bosnie-Herzégovine. Son droit de veto dans la Présidence collective ne permet l'adoption d'aucune loi commune, à commencer par le recensement de la population. C'est le gouverneur européen qui a imposé les plaques d'immatriculation communes, à savoir sans signalement ethnique. Cette « république » aux mains d'un parrain est le fruit des conquêtes de guerre, codifiées par les accords de Dayton, dont le garant est non seulement la Serbie (avec l'extrême droite nationaliste au pouvoir à Belgrade), mais aussi la Russie de Poutine comme grand protecteur. Le président Miroslav Dodik, officiellement social-démocrate, une sorte de Loukachenko bosniaque et principal parrain d'un réseau mafieux qui a privatisé l'Etat, a une peur bleue de la révolte ouvrière qui a éclaté dans la Fédération, et qui pourrait s'étendre sur ses terres. Il règne en distillant la peur de la revanche des sois-disant « musulmans ».

A Banja Luka, sa capitale, il y a des tentatives timides des ouvriers et des jeunes pour se solidariser avec leurs compatriotes de la Fédération. Il a beau se

La « paix » de vingt ans fut la paix de la paralysie politique, du pillage économique et de la déchéance sociale. Le 5 février la goutte a fait déborder le vase. Les manifestants sont venus en masse devant les bâtiments officiels pour réclamer le droit à la vie, spontanément, sans aucune organisation. Le pouvoir a répondu par les CRS, cela dégénère et les édifices sont envahis et mis en feu. « C'est le pouvoir qui brûle », s'exclame le principal quotidien de Sarajevo.

Les ouvriers bosniaques pourront-ils reprendre le fil interrompu de leur lutte? Le 5 avril 1992, en occupant le Parlement, ils voulaient chasser les nationalistes, mais les socio-démocrates, anciens communistes, seul parti qui n'était pas nationaliste, leur ont conseillé l'abandon. Aujourd'hui, le social-libéral Lagumdžija, ministre des affaires étrangères, se lève encore une fois contre « l'anarchie », l'ordre étant celui de protectorat européen des mafieux au pouvoir.

Est-ce que les travailleurs bosniaques seront en mesure de s'organiser sur leur base de classe et d'élaborer un programme national? C'est très difficile vu leur isolement dans un état pris en sandwich entre la Serbie et la Croatie. Mais si la guerre d'il y a vingt ans fut importée, la révolution pourrait cette fois-ci devenir un produit d'exportation, car l'attente des travailleurs serbes et croates, soumis à la même déchéance sociale, n'est pas moindre. Le titre d'un journal de gauche croate est éloquent:

« On cherche à étouffer par la force la révolte des travailleurs de Tuzla: un quart de siècle d'attaque contre la classe ouvrière de l'ex-Yougoslavie ouvre le chemin de résistance ».

Ils exigent la réduction des salaires des politiciens au strict minimum, tant que l'Etat n'aura pas abaissé le taux de chômage à dix pour cent, mis en place une révision budgétaire à tous les niveaux et une police anti-corruption.

On demande la hausse des taxes sur les produits d'importation, en dehors de ceux que le pays ne produit pas, ainsi que la promotion des produits du pays.

Ces citoyens exigent l'assurance sociale gratuite pour tous les citoyens, ainsi qu'un règlement sur la participation obligatoire aux élections.

Sur les banderoles de ces collectifs on peut lire : « Un gouvernement pour toute la fédération », « Abolition des cantons et des entités (nationales) ».

féliciter du « calme » qui régnerait dans son entité, mais comme ce calme est aussi tremblant qu'une feuille d'automne – la situation sociale est encore pire dans la partie serbe – alors il menace :

« Je dois dire aux citoyens de la RS que nous sommes décidés à empêcher par tous les moyens le vandalisme et le hooliganisme. Nous avons investi des années pour avoir une RS stable du point de vue sécuritaire, les hooligans et les agents payés de l'étranger, qui tentent d'attirer l'attention de l'opinion publique, ne passeront pas. »

Le « calme social » de la Republika serbska est-il si calme?

Une chose est sûre : la première tâche politique d'envergure de la classe ouvrière bosniaque, emprisonnée dans les cages nationalistes de « cantons » et d'« entités » étriées, serait de chasser les nationalistes et de balayer ce monstre de « Republika serbska », issue des crimes de l'épuration ethnique et officialisée par les accords de Dayton, afin d'instaurer une Bosnie-Herzégovine unie, libre et démocratique. Les portraits de Tito qu'on voit dans les manifestations sont le rappel de la révolution yougoslave, qui a été seule à même de réunir les peuples yougoslaves après le désastre fasciste de la seconde guerre mondiale. R.P.

## Mémoire ouvrière

### André Calvès (1920-1996)

#### Un trotskyste dans la résistance armée

« On admet facilement que le socialisme n'ait pu se réaliser depuis l'Antiquité, mais on digère très mal que ça ne se soit pas produit pendant la courte durée de notre jeunesse. » (A. Calvès)

La longue et profonde crise de la Quatrième internationale, toute en lambeaux, alors qu'il y a des trotskystes plus que jamais, dans tous les pays, organisés ou pas, exige de comprendre pourquoi. Si l'on ne peut la reconstruire avec les vivants, peut-être pourra-t-on le faire avec les morts. Nous nous sommes mis à piocher des éléments de réflexion dans la période de la guerre et les années qui la suivent. Les documents officiels, des mémoires universitaires, des souvenirs d'acteurs ne manquent pas. Après Simonne Minguet dans l'usine (LdC n°14 du 15 novembre 2013) voici le témoignage d'André Calvès dans la résistance armée.

Le but de cette note n'est pas de rendre compte d'un livre, ni de rendre simplement hommage à un camarade de la génération précédente, mais de soulever quelques questions politiques importantes et d'inciter le lecteur à lire et à réfléchir. André Calvès était un militant ouvrier trotskyste breton, qui après la guerre a eu ses heures de fatigue, de faiblesses et de contradictions comme tous, mais qui fut exemplaire sous plusieurs aspects, aux moments décisifs. Entre autres par sa modestie, qui ne l'incitait guère à parader avec son passé de seul trotskyste FTP. Au cours de sa vie il a pris des notes, mais c'est Michel Lequenne qui lui a forcé la main et publié ses mémoires sous le titre « Sans bottes ni médailles » aux éditions de La Brèche en 1984 (158 pages). Ce livre est épuisé, mais on peut le consulter avec d'autres textes d'André sur le site que son fils Michel Calvès lui a consacré : [andrecalves.org](http://andrecalves.org).

Le mérite de ce livre n'est pas de raconter l'histoire d'un homme, mais de poser de façon invisible et omniprésente la question aux générations suivantes: qu'aurais-je fait et comment, si le hasard de l'histoire m'avait placé dans une situation similaire, alors que personne ne sait ce qui va arriver dans l'avenir le plus proche? Quelle position aurait dû adopter mon parti?

\*

C'est de justesse, et presque par hasard, qu'André Calvès a évité la grande rafle qui a fauché les trotskystes brestois et parisiens, comme plus d'une quinzaine de braves soldats allemands, suite à la découverte du travail illégal de propagande antinazie dans l'armée allemande à Brest, avec le journal « Arbeiter und soldat ». Des hommes remarquables sont fusillés sur place ou envoyés dans les camps de la mort, seuls quelques uns survivront. Robert Cruau, Yves Bodénès, André Le Floch, Georges Berthomé, Marcel Hic font partie des premiers... Paul Widelin, réfugié allemand et artisan du journal, tombera l'année suivante. André reconnaît que des imprudences incroyables furent commises, mais le courage à la limite de la folie de ces hommes a jusqu'à maintenant empêché de poser la question – non de pertinence, mais du moment et des modalités d'une telle entreprise à haut risque, où la chance de survie ne dépassait pas quelques petits pourcents.

Six mois plus tard, après que le tournant de guerre à Stalingrad fut devenu évident, l'état d'esprit des masses, en uniforme ou en civil, dans les deux camps, change dans toute l'Europe. D'abord imperceptiblement, puis par moments d'une manière étonnamment brusque. Ainsi à Brest, déjà en octobre 1942, lorsqu'une manifestation publique monstre s'oppose au départ des jeunes pour le travail obligatoire en Allemagne, avec les cris « A mort Laval » et des chants de l'Internationale, où le premier souci des flics chargés d'endiguer le flot était de se faire aussi petits que possible. Cela rappelait comme un éclair les avertissements clairvoyants de Trotsky à la veille de la guerre : les changements spectaculaires dans l'esprit des masses entre l'apathie totale et l'hardiesse insoupçonnable ouvriront des perspectives grandioses à notre parti. Sentir ce souffle des masses, c'est la vieille question de comprendre les « rythmes » dans l'histoire, question de victoire ou de défaite des révolutionnaires. Dans l'organisation trotskyste Yvan Craipeau est l'un des rares à sentir ce changement dans la vague de fond. (On reviendra sur ses souvenirs de la libération de 1944).

La résistance communiste est squelettique jusqu'à que des dizaines de milliers de jeunes travailleurs, pas politisés du tout, ne refusent le train pour le travail obligatoire en Allemagne (STO) et optent pour le maquis, plus comme refuge que par choix politique. Or les trotskystes ont catégoriquement opté pour l'usine au détriment du maquis. C'est le PCF qui accueille et forme ces jeunes à sa manière : stalinienne, mais pas du tout bureaucratique, car les bureaucrates se tiennent à bonne distance de situations dangereuses.

André Calvès, désormais à Paris, sent qu'il est mille fois plus utile et moins dangereux de rejoindre les FTP que de vivre dans le cloisonnement politique illégal à outrance, vivant dans la peur de l'arrestation son isolement politique de la population, elle-même soumise à la peur de deux polices réunies – celle de Vichy et celle de Gestapo. Seul un bon revolver pouvait rapporter une petite parcelle de liberté, de mouvement et de contact direct avec les combattants. Yvan Craipeau le soutient dans sa démarche, les autres sont indécis ou dubitatifs. A partir de là l'expérience d'André Calvès est unique et infiniment riche en leçons politiques, jamais tirées au grand jour dans le mouvement trotskyste. Bien sûr, les FTP sont dirigés au sommet par les staliniens, mais à la base l'ambiance est tout autre. C'est seulement à la fin de la guerre que la direction du PCF réussira à domestiquer cette force torrentielle qu'était la résistance communiste armée, en sacrifiant petit à petit ses propres militants, chefs militaires « trop populaires » au goût de Thorez et Duclos, tel Guingouin à Limoges.

La réflexion d'André Calvès est tardive de son propre aveu. Elle démontre simplement que dans sa jeunesse il s'est appuyé sur son sûr instinct prolétarien de classe, faute de pouvoir compter avec une analyse politique léniniste de son parti. Il n'y a ici aucun jugement moral. Il fallait peut-être plus de courage pour diffuser sans armes le journal trotskyste dans l'illégalité, que de rejoindre le maquis communiste avec une arme. Mais les leçons politiques restent à mettre au jour.

Voici une page d'André Calvès, à l'image de son livre: sobre, simple, sincère...

\*

(suite page deux)

**Avis aux lecteurs.** Notre journal est une tribune. Il est ouvert à des critiques, suggestions et contributions de nos lecteurs sur tous les sujets abordés. Peu importe la manière dont elles sont signées, l'important est le contenu de ce qu'elles disent. Donc, aux plumes... ou claviers!

Rédaction

REFORME SCOLAIRE

## Réforme des Zep ou fin des Zep ?

Les zones d'éducation prioritaire ont été introduites par le gouvernement PS de Mitterrand en 1981. Elles visaient à donner des moyens supplémentaires aux établissements ayant des élèves issus de milieux défavorisés. En fin d'année dernière, le ministre de l'éducation, Vincent Peillon, a organisé une journée de concertation dans les différents secteurs des zones ZEP afin, disait-il, de tenir compte des besoins et demandes des collègues enseignants dans ces établissements. Dès le départ, nous étions opposés à la mise en place de groupes de réflexion organisés par le ministère et visant à diviser les collègues dont les revendications ne devaient pas être entendues en assemblée plénière. En assemblée plénière nous avons donc demandé à ce que les établissements ZEP obtiennent plus de postes d'enseignants, d'assistants d'éducation et d'infirmières afin que l'encadrement des élèves soit assuré et que l'on puisse réduire les seuils d'élèves aujourd'hui autour de 23-24 élèves à 18 élèves par classe. Notre premier objectif a donc été de revendiquer une amélioration des conditions de travail pour permettre au plus grand nombre de nos élèves d'obtenir un diplôme et d'avoir accès à une réelle éducation dans le cadre du collège et du lycée.

En janvier 2014, la réponse du ministère de l'éducation nationale est tombée. Il s'agit pour celui-ci de redéfinir la carte des ZEP en France qui concerne 20% des établissements à l'échelle nationale. Selon ses dires, certains classements ZEP ne seraient plus justifiés et il faudrait en supprimer pour redistribuer les moyens auprès des établissements les plus en difficultés. C'est une argumentation mensongère qui vise à réduire le nombre de ZEP afin de faire des économies sur le dos des familles les plus fragilisées par le chômage et la précarité. Au total, cette « réforme »

des ZEP doit coûter 400 millions d'euros, soit moins de 1% du budget de l'éducation nationale. De plus, cette réforme se fait à moyens constants, c'est-à-dire qu'elle ne doit pas coûter un centime de plus aux caisses de l'Etat. Là où des moyens sont attribués à certains établissements appelés à présent REP+ (réseau d'éducation prioritaire), d'autres établissements encore classés ZEP subissent des baisses dans leur dotation globale horaire, leurs heures d'enseignement attribués par le ministère.

Concrètement cela signifie que sur 64 établissements classés actuellement ZEP dans le département de la Seine-Saint-Denis, seul 6 ont obtenu le label REP+ leur permettant d'obtenir des moyens supplémentaires. Les autres 58 établissements voient pour une très grande partie d'entre eux leur moyens nettement baisser alors que la Seine-Saint-Denis est un des départements les plus pauvres de France et que la hausse démographique y est très importante. Enlever à la majorité des établissements les moyens d'assurer le service public auprès de familles déjà fragilisées, c'est ce que Vincent Peillon appelle la réforme de l'éducation prioritaire.

En même temps, le gouvernement annonce en grande pompe des décharges fiscales aux entreprises au nom d'un « pacte de responsabilité ». Quand les enseignants sont reçus par les représentants départementaux du ministère de l'éducation nationale, on leur répond inlassablement que « l'enveloppe contrainte » des moyens ne permet pas de pérenniser les dispositifs d'aide aux élèves de Saint-Denis : la classe aide et soutien, le module relais pour remotiver des élèves en difficulté, les aides de préparation au brevet, les heures assurées par des assistants pédagogiques, les moyens attribués aux classes d'accueil pour les élèves allophones, tout cela est de trop en Seine-

Saint-Denis, il n'y pas d'argent pour aider les familles en difficulté.

En Seine-Saint-Denis comme au collège Henri Barbusse à Saint-Denis, des assemblées générales des enseignants mais aussi des réunions d'information pour les parents ont été organisées la semaine dernière afin de mobiliser un maximum de collègues et de familles contre les coupes budgétaires du gouvernement PS. Certains établissements comme le collège Fabien ou le nôtre ont été occupés pendant la nuit et le lendemain des rassemblements devant le rectorat ont été organisés. Face au refus du rectorat d'attribuer davantage de moyens, la décision a été prise de continuer le mouvement de grève le 13 février et le 4 mars. Les manifestations se dirigeront, le 13 février avec le premier degré qui manifeste contre les rythmes scolaires, vers le ministère de l'éducation nationale. Dans le 92, les Hauts-de-Seine, les collègues et parents sont tout aussi en colère contre les baisses de moyens. Certains établissements sont en grève depuis le 20 janvier. A la bourse du travail à Bobigny (93), 40 établissements sur 120 au total en Seine-Saint-Denis étaient représentés lors de l'AG du jeudi 6 février qui a décidé des suites du mouvement. 12 établissements étaient ce jour-là en grève. Il y a une réelle possibilité de construire un mouvement dans toute l'Île-de-France, avec les parents, afin de contrecarrer les projets de misère du gouvernement. Jeudi 13 février, une AG régionale de l'Île-de-France offre cette possibilité. Continuons à organiser aussi des réunions d'information dans tous les établissements afin d'intégrer le plus possible les parents dans notre mouvement. Profs, parents, tous ensemble contre la casse de l'éducation nationale.

V. ADRIEN

## Solidarité avec les travailleurs grecs

Le vendredi 31 janvier l'association franco-hellénique et le Collectif contre la dette ont organisé dans la Maison du peuple à Nancy (UD CGT) la projection d'un film de syndicalistes belges sur la criminalisation des actions syndicales et démocratiques en Grèce. Il y eut deux jours 42 jeunes furent entraînés au tribunal comme des terroristes, car ils ont voulu protester pacifiquement contre l'action de la police des frontières qui a repoussé vers la noyade un bateau d'immigrants syriens et afghans. Le film montre la progression alarmante de la marche vers l'abîme d'un pays européen, dont la démocratie est déjà en lambeaux.

En direct le public a pu parler avec une pharmacienne de Patras, qui se démène avec d'autres volontaires pour offrir un secours d'urgence à des milliers de gens, rejetés désormais par le service public des hôpitaux, soumis à une coupe réglée. L'Etat ne fournit plus aucune couverture médicale aux 1,5 millions de chômeurs, il a fermé 50 hôpitaux sur 130, et des médecins, infirmières et pharmaciens mettent en place des dispensaires bénévoles pour la première urgence, y compris pour les immigrés sans papiers, mais ils n'ont pas l'argent pour le matériel et les médicaments de base. Une collecte financière est organisée.

Après le film a eu lieu un débat avec le représentant de Syriza à Paris, dont la prestation était très décevante. Sa politique se réduit à soutenir la candidature de Tsipras, dirigeant de Syriza, comme président de la Commission européenne, une action purement symbolique, et une conférence européenne de restructuration de la dette publique européenne, totalement illusoire. Autant appeler l'ONU pour combattre la faim dans le monde. Dans la salle on a entendu des remarques du genre : pourquoi vous attaquez uniquement Mme Merkel, qui

défend les intérêts des banques allemandes, alors que vous passez sous silence Hollande, qui défend les intérêts des banques françaises, aussi gravement compromises en Grèce: BNP, Société générale et Crédit agricole ? N'est-ce pas se dérober devant sa tâche politique, qui est d'offrir l'alternative au pays, en faisant reproche aux syndicalistes (bureaucratie syndicale !?), alors qu'ils ont fait 19 grèves générales, qui n'ont rien donné et que ni eux, ni les ouvriers n'en peuvent plus de faire des grèves à répétition ? On a l'impression que Syriza, que le Front de gauche en France soutient comme organisation sœur, ne demande au peuple grec que d'attendre la prochaine échéance électorale, alors que les fascistes et colonels se sont déjà déclarés, publiquement ou dans l'ombre, comme candidats au pouvoir ; ce n'est que lorsqu'on aura le courage de **diriger** la lutte des travailleurs pour renverser la bourgeoisie, qui a ruiné le pays et planqué son argent en Suisse, au lieu simplement d'**accompagner** leurs actions syndicales, que les travailleurs européens pourront répondre à votre appel au secours ; pourquoi vous ne dites rien sur l'Eglise orthodoxe, le plus grand propriétaire terrien, et le cartel des armateurs grecs, qui ne paient pas un centime d'impôt ?

R.P.

Film « Des canaris dans la mine » de 26 minutes à voir : <http://la-feuille-de-chou.fr/archives/58343>  
Solidarité avec les dispensaires d'Athènes et de Patras : [christian.zanne@wanadoo.fr](mailto:christian.zanne@wanadoo.fr)

### LUTTE DES CLASSES

est consultable depuis son premier numéro sur le site de **WORKERSINTERNATIONAL.INFO**

sous rubrique Français

## André Calvès (1920-1996)

(suite de la première page)

« L'inconvénient, à Paris, dans cette période, c'est la solitude. On rencontre les militants à la réunion de cellule. On ne connaît que des pseudonymes. On ne va jamais chez un militant, en principe. C'est nécessaire, mais pénible quand on a vécu dans une cellule où on connaissait les copains presque depuis l'enfance.

L'autre inconvénient, si l'on peut dire, ce sont les débats théoriques poussés. Ils sont nécessaires, sûrement, mais, souvent, au bout d'une heure, mon cerveau est ailleurs, comme à l'école, jadis. C'est à mon corps défendant que j'apprends pas mal de choses sur la fameuse « question nationale » et sur la « nature de l'URSS ».

J'étais fait pour vivre dans un puissant parti où les facteurs subjectifs l'emporteraient sur les facteurs objectifs de la situation. Il m'arrive parfois, dans un coup de rage, de penser que certains militants se complaisent dans les débats internes et ne se soucient pas du tout de propagande à l'extérieur sur un certain nombre de points acquis. »

De toute évidence, l'ouvrier breton n'est pas fait pour « couper les cheveux en quatre ». Il rejoint les FTP.

« Du fait de mon activité FTP, je ne peux plus être organisé dans une cellule du PCI. Les contacts se font avec Craipeau. A mon avis, il faudrait investir des militants dans les FTP de Paris. Les raisons en sont multiples. D'abord, le milieu est intéressant. Presque uniquement de jeunes ouvriers. Ensuite, bien que la ligne générale soit chauviniste, « union sacrée », etc., il faut tenir compte d'une chose importante : les nécessités d'une très dure clandestinité font que le responsable d'un groupe peut influencer politiquement ses copains sans crainte d'une « descente » d'un bonze du PC.

Enfin, le test, pour devenir responsable de groupe, n'est pas l'alignement sur des positions PC, mais de l'initiative ou du cran, de la sympathie, de la capacité à avoir la confiance des FTP. N'importe quel militant PCI peut rivaliser avec un stal sur ce terrain. Il me semble même que le bureaucrate borné part perdant dans ce domaine.

Et ensuite ? Je ne sais pas.

Francis Craipeau n'est pas du tout hostile. D'autres responsables PCI non plus. Ils objectent seulement notre faiblesse et le fait que ceux qui pourraient faire du bon travail dans les FTP sont déjà actifs dans des usines. Cela est vrai.

Pourtant j'ai souvent pensé depuis cette affaire. Une meilleure implantation FTP aurait sans doute facilité notre travail en usine. Il y eut des prises de parole FTP dans certaines usines de banlieue. Le travail était stoppé. Les ouvriers se rassemblaient. Les cadres douteux étaient neutralisés. Le laïus avait sûrement un certain poids. Fait par un FTP trotskyste dans une usine où militaient des copains, ça n'aurait pas été négligeable.

J'y ai pensé après Mai 1968. A cette époque, les lambertistes raillaient l'activité de la JCR et parlaient du foutoir de la Sorbonne. Leur slogan était « 500 000 ouvriers au quartier Latin ». Lors de la nuit des barricades, ils vinrent en colonne à l'entrée de la rue Gay-Lussac et clamèrent « 500 000 ouvriers au quartier Latin », puis s'en allèrent. Le surlendemain, il y avait justement plus de 500 000 ouvriers qui avaient été sensibilisés, émus, mis en colère par des événements qui s'étaient déroulés « en dehors des usines ».

Je ne veux pas faire une comparaison étroite, mais une histoire m'a fait penser à l'autre. »

\*

Par la suite, André raconte que, contrairement à ce qu'on pouvait imaginer de l'extérieur, pas un seul camarade de son groupe n'était pas au PC. Lorsqu'on les a envoyés vers l'Allemagne, avec la colonne Fabien, et lorsque le PCF a fait tout pour intégrer les FTP dans l'armée bourgeoise, avec leurs grades, émoluments, épauettes, aumôniers et la haine de « boches », sous la direction du général Lattre de Tassigny, pétainiste reconverti, lui et beaucoup d'autres ont quitté l'armée. Bien leur fit, car quelques jours plus tard le colonel Fabien et son détachement sont envoyés dans un casse-pipe, où le dirigeant communiste trouva la mort suspecte. André Calvès garda toute sa vie l'amitié de ses copains de guerre. On est fondé de penser que, dans un assaut révolutionnaire ils auraient sûrement marché avec leur chef, c'est-à-dire avec les trotskystes.

Radoslav PAVLOVIC

### Lutte des classes

Numéro hors série

Balazs Nagy

Sur la tactique électorale pour les municipales en France

Brochure de 12 pages

Site WORKERSINTERNATIONAL.INFO (Français)